

Les Nouvelles de Tahiti le 27 avril 2010

Moins de fonctionnaires !

Fenua - Politique

MISSION. Face aux difficultés budgétaires sans précédent, il n'y a plus de tabu sur la réduction des dépenses du Pays. C'est grosso modo le message lancé hier par le président Tong Sang, en marge de sa rencontre avec la mission d'inspection venue de Paris, et qui s'apprête à passer au crible l'ensemble des finances du Pays. **Des départs à la retraite de fonctionnaires pas tous remplacés, un impôt sur le revenu évoqué, et des coupes sombres pouvant aller jusqu'à la fermeture d'organismes budgétivores, le ton est donné, le sabre de la mission d'inspection est aiguisé, ça risque de trancher !**

L'ESSENTIEL

- Gaston Tong Sang : "Ça ne veut pas dire des licenciements massifs mais ça veut dire simplement qu'on ne va pas, peut-être, remplacer un sur deux, un sur trois des départs à la retraite ou pourquoi pas un sur un"

- Avec des recettes de fonctionnement en sévère baisse, la voie aux coupes sombres est ouverte. La mission d'inspection devra donner les pistes de marges de manoeuvre financières pour le Pays

- On parle déjà d'une réduction du nombre de fonctionnaires, de l'impôt sur le revenu, le tout assorti de réductions de voilure ou même de fermeture d'organismes coûteux pour les finances du Pays**

Cette mission, est-ce une façon de légitimer des décisions difficiles à prendre en matière de fermeture ou de réduction de voilure pour certains établissements comme les Épic ou les Sem ?

"Il faut simplement que tout le monde connaisse la réalité sur notre situation et essayer de voir les choses en face et non pas pratiquer la politique de l'autruche en disant : "Il y a des problèmes mais ça va se régler tout seul"."

Mais au terme de cette mission, est-il envisagé des coupes sombres, notamment concernant les Sem. Est-il envisagé de réduire ou de fermer éventuellement les importantes Sem budgétivores ?

"Je ne vais pas anticiper..."

Mais personnellement ?

"Ça peut aller jusque-là. Même pour TNTV qui a besoin de faire face à ses obligations, parce qu'il y a des dettes et on ne peut pas les effacer comme ça, ce n'est pas bien pour un pays. On aidera TNTV à faire face à ses obligations mais en même temps on lui demandera de s'inscrire dans une réforme. Je veux inculquer cet état d'esprit en disant que cette époque où tout est facile, où on trouve facilement des fonds est derrière nous. Aujourd'hui, c'est s'assumer, se prendre en main, ça ne veut pas dire faire des réformes aveugles, au contraire. Vous allez voir, on proposera des solutions qui soient acceptables par toutes les parties."

Justement quelle est la situation en quelques chiffres ?

"Le budget, bien sûr, a été voté en équilibre. On a à préparer l'avenir en donnant la possibilité au Pays de dégager des marges de manoeuvre pour son budget d'investissement et ça passe forcément par certaines mesures –c'est pas nouveau– : réduction des dépenses publiques de fonctionnement et donc certainement toucher la masse salariale de la fonction publique. Ça ne veut pas dire des licenciements massifs mais ça veut dire simplement qu'on ne va pas, peut-être, remplacer un sur deux, un sur trois des départs à la retraite ou pourquoi pas un sur un. Je pense qu'il faut effectivement que le Pays trouve les moyens de faire face à ses obligations de service public. Ça ne veut pas dire qu'on fait une politique aveugle de réduction de dépenses. Ce sont des experts de haut niveau de l'administration française qui ne sont pas là pour contrôler mais pour nous aider à dégager des pistes."

Est-ce que la Polynésie est en cessation de paiement comme peut l'être aujourd'hui la Grèce ?

“Non, nous, on a la garantie de l'État. Nous sommes une collectivité d'État et il veille à ce que ses collectivités ne soient pas en cessation de paiement. Nous ne sommes pas en cessation de paiement, nous avons simplement des difficultés de trésorerie momentanées. Le versement des 80% de la DGDE avant fin février tel qu'il a été promis par Mme Penchard est là. Ça nous a permis d'avoir de la trésorerie, mais que les uns et les autres ne pensent pas que ça y est, on a réglé nos problèmes de finances.” C'est quand même inédit cette mission d'inspection aussi large, c'est un appel au secours que vous lancez à l'État ? “Au niveau du savoir-faire de l'État, dans le domaine de la fiscalité, de l'organisation de l'administration et de la politique sociale. Même si on ne va pas faire totalement comme le fait l'État, il y a l'autonomie quand même de la Polynésie française. C'est vrai, c'est une aide, un appel à l'appui technique de l'État. Je pense que les recommandations que fera cette mission permettront aux politiques, aux élus que nous sommes, de prendre nos responsabilités, parce que je suis certain de l'objectivité de ces rapports.”

À Tahiti, vous n'aviez pas les compétences ?

“Si nous avons les compétences, on les exerce ces compétences mais ces inspecteurs, qui sont d'un niveau très élevé, ont suffisamment de recul sur les choses et vont permettre de nous dire où sont nos marges de manoeuvre. Par exemple, pourquoi créer de nouveaux impôts alors qu'on n'arrive pas à recouvrer la totalité des impôts, sur la base des impôts existants ?”

Justement, jamais les recettes n'ont été aussi basses, vous parlez d'une réduction de la masse salariale des fonctionnaires, est-ce que la création d'un impôt sur le revenu ne serait pas une des solutions ?

“Il n'y a pas de sujets tabu. J'ai donné toutes libertés d'action de prospection, d'analyse à ces experts. D'ailleurs j'ai envoyé des circulaires à l'ensemble des services et des ministères en disant que je voulais que soit remis l'ensemble des éléments d'information à la mission d'assistance d'inspecteurs généraux.”

Sur l'investissement vous parliez d'une offre de prêts par les bailleurs de fonds de 12 milliards de Fcfp, Standard & Poor's mettait en doute l'obtention de ce prêt en mettant en valeur les conditions contraignantes qui y sont assorties...

“Il est évident que déjà on n'a pas besoin des conclusions du rapport de ces missionnaires pour que les bailleurs de fonds modifient leurs positions vis-à-vis du Pays. On sait aussi que l'appel de fonds à des prêts importants cette année est dicté par la conjoncture. On ne va pas emprunter chaque année 20 milliards Fcfp. J'espère tomber à 10 milliards en 2011 si ça correspond à la capacité réelle du Pays de faire face à ses endettements.”

Avez-vous obtenu les garanties concernant le prêt de l'AFD qui serait une marque de confiance vis-à-vis des autres bailleurs de fonds et qui permettrait de prêter plus facilement ?

“L'AFD a ses propres préoccupations et nous demande de respecter certaines normes qui relèvent des normes des établissements financiers et ils ont raison. Car on ne peut pas, nous aussi, emprunter sans limite. Et d'ailleurs, par rapport au projet de budget d'Oscar Temaru, ce dernier voulait emprunter jusqu'à 30 milliards, moi, j'ai ramené à 19,5 milliards. Il faut être réaliste dans la vie et même si j'obtenais les 19,5 milliards, j'essaierai de les avoir avec un taux d'intérêt le plus faible possible. C'est le minimum qu'on peut attendre du Pays, car je dois préserver le programme d'investissement public. Car si le Pays n'investit pas, qui investira à sa place ?...”

Propos recueillis par PL